

## Le développement pastoral: est-ce possible?

H. van Swinderen\*

Keywords: Pastoralism — Range improvement — Project formulation — Agropastoralism.

### Résumé

*Le pastoralisme, même s'il existe encore dans de nombreuses régions comme mode de vie et comme système de production, est actuellement sur le déclin. Cette situation a amené une dégradation de la situation sociale des groupes ethniques qui le pratiquent.*

*Les projets destinés au développement pastoral par le biais de la restauration des parcours ont en général échoué, pour des raisons socio-économiques plus que techniques. Seule l'intégration de l'élevage avec l'agriculture et la création de groupements associatifs d'autopromotion des éleveurs peuvent assurer la survie de ceux-ci. Au bout de ce processus, le pastoralisme lui-même aura disparu.*

### Summary

*Pastoralism, which still subsists in vast areas as a way of living as well as a production system, is generally on the decline. This has brought along a deterioration of the living conditions of the ethnic groups practicing it.*

*Projects which aimed at pastoral development through range improvement have most often been a failure, more for socio-economical than for technical reasons.*

*The only way to ensure the survival of traditional pastoral animal husbandry is through integration into agriculture and through the creation of autonomous livestock owners' associations. In the process, pastoralism itself will disappear.*

Le pastoralisme, système de production basé sur l'exploitation de la végétation naturelle par des animaux domestiques, est encore largement répandu en Afrique et en Asie. Il est caractérisé par un élevage traditionnel et extensif de bovins, ovins et caprins ou localement, chevaux et yacks. Par définition, les deux qualificatifs vont de pair :

**élevage traditionnel** : les méthodes zootechniques sont peu évoluées, les races non améliorées, et une part importante des produits est autoconsommée.

**élevage extensif** : le troupeau se nourrit essentiellement avec la végétation naturelle et l'investissement financier pour son alimentation est faible, ou même nul ce qui implique la nécessité de disposer de grandes superficies, en général plusieurs hectares à plusieurs dizaines d'hectares par animal, pour survivre.

C'est ainsi que l'élevage traditionnel de la chèvre de case en Afrique tropicale ou du buffle laitier dans les collines du Népal ne relèvent pas du pastoralisme, pas plus que l'élevage, quoique très extensif, des ovins en Argentine.

Si l'investissement financier est faible, le **temps** consacré aux activités d'élevage est considérable : la traite, le gardiennage, l'abreuvement, la transhumance occupent tous les membres de la famille tous les jours.

Dans sa forme pure, le pastoralisme devient rare. On peut y classer par exemple les éleveurs de dromadaires du nord du Kenya. En règle générale, la commercialisation du lait ou des animaux est devenue importante, ou parfois même le but principal de l'élevage. Si la végétation naturelle reste toujours indispensable comme ressource fourragère, sa part est souvent surestimée : en Tunisie Centrale, où les parcours forestiers et steppiques couvrent les 2/3 du terrain, il n'appor-

tent qu'un tiers des unités fourragères : la plus grande partie provient des champs, jachères et des sous-produits agricoles comme la paille et le son.

A l'échelle mondiale, les systèmes pastoraux sont en mauvaise posture : aux processus négatifs graduels comme la réduction de leur territoire par les défrichements et comme la chute de la productivité des parcours par le surpâturage, se sont ajoutés des désastres climatiques (les sécheresses au Sahel) ou causés par l'homme comme dans la Corne d'Afrique et en Asie Centrale.

Notre attitude envers les peuplades pastorales est un mélange d'irritation causée par leur «résistance au progrès» et de compassion devant le déclin de ces sociétés dont le mode de vie suscite la nostalgie des grands espaces : sentiments contradictoires qui ne facilitent pas une approche logique et objective.

Les rapports entre éleveurs et agriculteurs sont en pleine évolution, et toujours en faveur des derniers. L'effondrement du statut social des Touareg et des Fulbé en Afrique de l'Ouest est l'exemple bien connu d'un processus que les sécheresses consécutives ont certainement précipité, mais sans en être la cause unique. Dans les collines du Népal, jadis, un paysan devait compenser en grain la «faveur» que lui faisait le transhumant qui séjournait pendant quelques semaines avec son troupeau sur le champ : c'était le prix de l'apport du fumier. Aujourd'hui c'est le contraire : le droit de pâture des chaumes est devenu payant. Partout où les pasteurs se sont maintenus dans leur système traditionnel, ils sont en voie de marginalisation économique et politique, soumis aux exactions policières et truanderies de toute sorte et parfois déjà réduits à l'état de curiosité touristique.

\* c/o PNUD, Projet FAO — B.P. 23 Parakou-Bénin.  
Reçu le 30.10.91 et accepté pour publication le 14.11.91.

Il est évident que le monde pastoral se trouve dans un état de crise grave, environnemental et social. Qu'on ne cite pas l'exemple de telle chèvrerie florissante des Causses pour prouver le contraire : ce sont des entreprises qui n'ont rien en commun avec le pastoralisme, si ce n'est l'apport de plantes sauvages pour nourrir partiellement les animaux.

Le problème a été identifié il y a des décennies et beaucoup d'études et de projets ont été consacrés au développement pastoral. Après tant d'années de résultats modestes, il serait opportun de poser la question : «est-il possible?» et donc : «faut-il le faire?»

Un système de production est viable et dès lors mérite éventuellement d'être assisté techniquement ou financièrement, s'il peut assurer un niveau de vie décent à ceux qui le pratiquent (sans créer de sérieux problèmes écologiques) et s'il fournit en même temps un apport raisonnable au PNB par rapport à ce que l'Etat y investit, sous forme de services gouvernementaux. Le pastoralisme répond-il à ces critères? La paupérisation constatée et les dégâts causés au couvert végétal feraient penser le contraire. Quant à sa place dans l'économie nationale, elle est discutable.

Par exemple, il serait faux de penser que, du fait de la gratuité de la végétation naturelle, pour cela le système pastoral serait le moyen le plus économique pour l'approvisionnement des populations citadines en produits de l'élevage. Car tout ce qui est lent à produire ou laborieux à récolter comme les huîtres, champignons sauvages en sont des exemples extrêmes.

La commercialisation du lait ou des animaux en milieux pastoral elle aussi, ressemble à la cueillette d'un produit qui aura déjà demandé beaucoup de temps et de travail à l'éleveur et sa famille, l'intermédiaire et au commerçant avant d'arriver chez le consommateur : le prix est en conséquence. Les pratiques de camping, décriées à juste titre, n'expliquent pas entièrement pourquoi la viande produite localement en Afrique de l'Ouest coûte deux fois plus cher chez le boucher que la viande importée du Marché Commun!

Ce n'est qu'à parti, au moment où l'élevage ovin en Afrique du Nord s'est intensifié, notamment grâce aux suppléments d'orge et de luzerne dans de petites exploitations, qu'il a pu faire face à la demande d'une population citadine en croissance explosive, au moins (on ne peut que s'en réjouir) un pouvoir d'achat croissant. Sinon, le mouton serait resté un produit rare et inabordable, réservé pour les fêtes. Il faut craindre que le système pastoral soit incapable de satisfaire les besoins de la population en protéines animales, car il n'en a pas la capacité de production, et ce n'est pas son objectif.

Aux reproches que nous adressons au pastoralisme d'avoir dégradé le couvert végétal, on répondra peut-être que le surpâturage ne fait que raréfier la végétation et qu'une reconstitution naturelle, à partir des souches et semences restées dans le sol, est toujours possible, alors que le paysan, en défrichant, la supprime définitivement. Dans ce sens, l'agriculture est plus destructrice que l'élevage et l'expansion des cultures est incompatible avec le pastoralisme. Mais met-elle en danger l'élevage? Ce n'est pas si sûr. Nous constatons que dans le Nord du Bénin, en zone soudanienne, les régions devenues récemment «agricoles» ont maintenu une concentration de bétail aussi importante que d'autres, qui sont restées «pastorales». Sans oublier l'Inde, avec sa popu-

lation bovine la plus importante du monde et où, depuis des siècles, fonctionne un système agropastoral en utilisant le fumier, les fourrages et la culture attelée.

D'ailleurs, le territoire pastoral, comment le définit-on? Ceci mérite de s'y attarder, car c'est la base même du problème. Dans la plupart des études de planification rurale qui concernent le monde pastoral, on essaie de classer le territoire suivant sa vocation : agricole, pastorale ou forestière. Les moyens de télédétection actuellement mis à notre disposition permettent même, pense-t-on, d'en faire la délimitation sans y mettre le pied. Dans la pratique, cette classification est d'une dangereuse simplicité : les principaux critères étant la pente, la profondeur du sol et la pluviosité, les terres «à vocation pastorale» seraient finalement celles qui sont trop caillouteuses ou trop accidentées pour y pratiquer l'agriculture et trop peu arrosées pour y réussir un reboisement (exemple : les piémonts à croûte calcaire d'Afrique du Nord). Selon ces mêmes critères, l'élevage se retrouverait sur des terrains dont personne d'autre ne veut. Même si les terrains dits de parcours couvrent de très grandes étendues, au point de constituer la principale ressource naturelle d'un pays comme l'Afghanistan, ce cloisonnement est discutable. Si le relief est plat et le sol relativement homogène, comme c'est souvent le cas en Afrique Tropicale semi-aride, cette classification devient encore plus artificielle : elle se base alors sur la densité actuelle de la population et sur la répartition territoriale de «tribus d'agriculteurs» et de «tribus de pasteurs». Cette délimitation est intenable car fixiste : elle ne tient pas compte des mutations en cours. Dans le but, louable en soi, de protéger les pasteurs contre l'envahissement, elle risque de bloquer leur évolution et d'accentuer inutilement les différences entre ethnies, ce qui est malsain. Dans la zone soudanienne de l'Afrique de l'Ouest une telle délimitation n'est d'ailleurs plus possible : la «savane» n'y est plus qu'une mosaïque de champs, de jachères à divers stades de recolonisation par des ligneux, et de formations arborées dites naturelles. On y trouve deux systèmes traditionnels superposés : le pastoralisme, et l'agriculture itinérante sur brûlis. Tous deux sont en expansion à cause de la croissance démographique et, en pleine compétition pour l'espace, ils se télescopent. Résultat : conflits sanglants et désertification.

A propos des éleveurs pastoralistes, certaines idées stéréotypées sont tenaces : ils pratiqueraient un élevage contemplatif et sentimental, dont le but principal serait d'accumuler le plus grand nombre d'animaux afin d'accroître leur prestige social. Cette description caricaturale, qui serait excusable de la part d'un touriste de passage, on l'entend encore fréquemment chez des consultants (eux aussi de passage, mais au tarif de \$ 12.000 par mois) et chez des fonctionnaires nationaux. La réalité est différente : s'il est vrai que l'éleveur est sentimentalement attaché à sa vache et s'il est bien normal que le statut social augmente avec le capital (que ce soient des têtes de bétail, des hectares ou des immeubles) il faut reconnaître que le nombre d'animaux correspond assez exactement aux besoins de la famille en produits laitiers, en monnaie d'échange et en assurance contre les sécheresses et les épidémies. L'aversion de vendre une partie de son potentiel de production, réflexe jugé normal dans le cas d'un agriculteur, est perçu par le monde extérieur comme ridicule chez l'éleveur traditionnel.

Essayons d'examiner, non pas par vice ou par défaitisme,

mais parce que le pourcentage des échecs nous force à le faire, pourquoi tant de projets de développement pastoral n'ont pas abouti à des résultats significatifs ou durables. Nous pouvons identifier un nombre de facteurs possibles :

1. Le projet est conçu sous l'angle de la conservation des ressources naturelles, et exécuté dans un contexte forestier : l'éleveur avec son troupeau, au lieu d'être l'opérateur actif, devient un gêneur inévitable. L'aménagement des parcours, avec sa recette classique de « mise en défens + resemis » et appliqué comme un but en soi, nous oblige à faire un constat : à l'échelle mondiale, les résultats sont trop insignifiants pour que l'on continue dans la même voie. Nous ne voulons pas minimiser le problème de réhabilitation des parcours naturels, mais cette réhabilitation ne peut pas se faire dans le cadre socio-économique qui a conduit à leur destruction : il faut repenser l'ensemble du problème dans un contexte agropastoral.
2. Le diagnostic est fait par des spécialistes (sociologues, écologistes) avec des connaissances peu solides en élevage, ce qui permet certes d'élargir l'éventail de l'analyse des **problèmes** mais qui ne facilite pas toujours l'identification des **solutions** dans le domaine de l'alimentation et de la commercialisation du bétail. Les connaissances souvent admirables que possède l'éleveur traditionnel de son milieu naturel, de la valeur fourragère et curative des plantes sauvages, ne lui permettent pas pour autant de visualiser les alternatives possibles pour sortir de sa situation précaire, et de prendre conscience des changements de méthodes et de mode de vie qui s'imposent alors.
3. Les techniques proposées s'appliquent bien à un ranch (enclos, rotation de paddocks, semis, débroussaillage, feux contrôlés) mais sont difficiles à appliquer de façon soutenue par les éleveurs eux-mêmes, car les contraintes sont trop importantes par rapport aux bénéfices. L'effort, que ce soit en dépenses, en travail ou en organisation, est considérable. Le résultat n'est jamais immédiat, il est souvent aléatoire vu le faible potentiel productif du site, et toujours modeste à cause du grand nombre de bénéficiaires parmi lesquels ce résultat doit être partagé (ceci n'est pas un argument en faveur des grands ranches privés : l'investissement en capital est lourd, la rentabilité est incertaine à l'heure actuelle et, à moins d'être implantés dans des sites inhabités, leurs effets sociaux sont assez négatifs).
4. Les solutions sont conçues pour un monde pastoral unidimensionnel, clos et immuable. Mais, de plus en plus, les éleveurs disposent d'autres ressources de revenus dans la famille : commerce, travail saisonnier, émigration et surtout l'agriculture.  
Dès lors, les améliorations techniques qu'on leur propose dans le seul cadre du système pastoral, ne leur paraissent pas un stimulant suffisant pour les appliquer. On sous-estime d'ailleurs la capacité d'évolution de telle ethnie jugée conservatrice : à partir du moment où l'on met à sa disposition des facteurs de changement immédiat (tels que école, puits villageois, route, marché) la transition peut s'effectuer très vite. Dans ce processus, on sous-estime aussi le rôle des femmes, car si elles s'expriment rarement

en public (pour ne pas y avoir été invitées) elles interviennent « avec force » dans le foyer et peuvent amener leur mari à abandonner la pratique, si néfaste pour la famille, de la transhumance.

5. Les schémas proposés exigent de la part des pasteurs des qualités et notamment un sens des responsabilités et une solidarité communautaire extraordinaires. C'est difficile : ce qui appartient à tout le monde, personne n'en est vraiment responsable. Il est vrai que dans le monde pastoral traditionnel, certaines de ces valeurs existent, et d'autant plus fortement que les conditions de vie sont précaires : en zone aride, l'accès à l'eau et l'entretien des puits est strictement organisé en commun. Mais il serait dangereux de croire que cette entraide motivée par le souci de survie et non par altruisme, puisse se maintenir de façon inaltérée dès qu'on introduit des notions « modernes » de statut foncier, de prêt, de commercialisation. L'histoire des **group ranches** en pays massai au Kenya en est une illustration. Dans un système resté essentiellement pastoral, c'est alors la marginalisation, ou même l'expulsion des plus faibles et la surexploitation des pâturages devenus cloisonnés.
6. Le **sylopastoralisme** a déjà fait l'objet de nombreux essais. C'est l'exploitation combinée, le plus souvent dans des massifs montagneux, des forêts par la sylviculture et l'élevage. Sous sa forme ancestrale (le pâturage des forêts par le bétail), la pratique a bien entendu toujours existé. Une confusion existe parfois du fait que le terme est utilisé aussi pour désigner l'introduction d'essence fourragères ligneuses, ou le pacage de montagnes devenues déboisées, mais qui ont gardé un statut foncier de forêt classée. Nous désignons ici comme forêt une physiologie végétale naturelle dominée par les arbres.

Le principe est rarement proposé, mais plutôt consenti par les forestiers eux-mêmes, et toujours sous pression politique. En effet, le pâturage est incompatible avec la régénération naturelle ou avec la réussite d'une jeune plantation, et l'installation d'un parcellaire clôturé coûte trop cher. Pour lutter contre l'embroussaillage et ainsi contre les incendies, argument souvent cité en Europe méridionale, il faut appliquer des charges de bétail à l'hectare très élevées, avec des animaux affamés, pour qu'ils s'attaquent efficacement aux arbustes. Comme outil d'entretien dans une réserve naturelle c'est réalisable, mais dans ce cas, la production animale devient secondaire.

Dans une forêt à maturité, surtout de conifères, la production fourragère herbacée devient très faible et les avantages relatifs du pacage ne font pas le poids contre les inconvénients, qui sont le tassement du sol par piétinement et les délits inévitables liés à la présence d'habitants dans la forêt. Le sylopastoralisme comme appui à l'élevage est à long terme d'une utilité discutable : si l'éleveur envoie ses animaux dans la forêt, c'est par nécessité extrême car cette forêt est un milieu hostile : éloignement, insécurité, inconfort, perte de bêtes par les accidents et par les prédateurs.

Les terrains forestiers comme lieux de pâturage n'intéressent à terme plus que le propriétaire de bétail absentéiste de la ville, qui ne veut rien investir dans son troupeau si ce n'est le maigre salaire du berger, métier qui dans ce contexte devient alors de plus en plus « réservé » à l'idiot du village :

c'est un type d'élevage que nous ne voulons pas stimuler et qui ne mérite pas qu'on y consacre des projets.

### Alors, que faire ?

L'élevage traditionnel, désigné encore sous le nom de *pastoralisme, a besoin, pour sa survie, d'une composante agricole* : celle-ci lui fournira les fourrages supplémentaires sans lesquels l'amélioration des parcours ne peut même s'amorcer ; de plus, ce volet agricole assurera la sécurité spatiale et alimentaire à l'éleveur. Cela suppose un développement rapide des cultures fourragères, du foin et de l'ensilage, de récupération des produits agro-industriels et des résidus agricoles, la collecte du fumier et (dans la mesure où le tracteur l'aurait rendue désuète) l'emploi généralisé de la culture éléée. Tout nouveau projet visant la promotion des éleveurs doit inclure cette composante agricole.

Pour assurer que l'action ne se limite pas à la durée de vie du projet de coopération qui l'aura initiée, il faut, dès le début, stimuler la **commercialisation** car elle sera le moteur qui permettra l'acceptation durable de toutes les innovations techniques (comme elle sera aussi le juge impitoyable de la rentabilité économique pour l'éleveur de ces mêmes innovations). Cela peut se faire par l'ouverture de marché à bétail au niveau du village, une politique nationale de prix des intrants et de prix de la viande favorables à l'éleveur, et l'ouverture de crédit à celui-ci, comme en bénéficient déjà les agriculteurs.

Simultanément, les éleveurs s'organiseront en groupements associatifs (un nouveau point d'eau est un excellent catalyseur) essentiellement pour mieux dominer l'achat d'intrants et la vente de lait et de bétail. Souvent, de telles associations existent déjà chez les paysans au niveau villageois ou même national, et idéalement les éleveurs devraient s'y joindre, mais parfois, des différences ethniques peuvent gêner cette intégration dans l'immédiat.

Quant à la forme définitive que prendront ces groupements associatifs, leur nom, statut, fonction et délimitation géographique, l'initiative doit être laissée autant que possible aux éleveurs eux-mêmes.

A partir du moment où un groupement d'éleveurs devient vraiment fonctionnel (ce qui nécessite d'abord une campagne d'alphabétisation en langue locale et une bonne formation en gestion et comptabilité), l'Administration n'est plus un intermédiaire indispensable entre les organismes de financement et les producteurs, et des projets visant une véritable autopromotion des éleveurs peuvent alors réussir. Une longue distance aura été parcourue depuis les schémas d'aménagement des parcours, exécutés sous l'œil méfiant du forestier. Ce forestier, soit dit en passant, y trouvera largement son compte : les troupeaux n'auront même plus besoin des parcours forestiers pour survivre.

### Conclusion

Que ce soit un système de production ou un mode de vie, le pastoralisme est une voie sans issue, et «développement pastoral» est une contradiction en soi. Trop peu productif et trop consommateur d'espace dans un monde qui se rétrécit, le pastoralisme est incompatible avec l'accès de l'éleveur et de sa famille à l'instruction, la santé et la sécurité. Il n'aura que l'alternative : **évoluer** en s'intégrant au monde agricole, ou **se figer** et détruire le territoire qu'on lui aura accordé, tout en se détruisant lui-même. Quel que soit le choix, il entraînera la disparition du monde pastoral.

Faut-il le regretter ? Pour l'amateur de photos pittoresques peut-être. De toute façon, l'éleveur, poussé par la contrainte et son bon sens, aura déjà entamé sa reconversion mais il s'y prend mal car il lui manque les connaissances techniques, l'accès au crédit et le pouvoir de s'organiser. C'est notre responsabilité à nous, techniciens, de l'assister dans cette mutation parfois douloureuse, mais nécessaire et inévitable.